

LE DÉS ERT URB AIN

Chroniques
du Désert



DES- ERT UR- BAIN



CHRONIQUES DU DÉSERT

Ont contribué à ce numéro :

Bâton rouge, R. Bron, Chaviré,
P. Douillard-Lefevre,
M. Hamel, Groupe “Politiques
urbaines” des Lentillères,
La Rue ou rien, S. Le Rouolley,
C. Lefebvre, H. Lefebvre,
S. Linard, Place à défendre,
J. Quiros, P. Raboud, Tomjo,
B. Torsvan, M. Uhel, ainsi que
quelques plumes anonymes...

Éditions Grevis

32, avenue de Creully
14000 Caen
editionsgrevis@gmail.com
Diffuseur : Hobo Diffusion

© 2019, Éditions Grevis

Conception graphique :
Collectif Ligne de fuite
Photos :
Christophe Halais
Révision du manuscrit :
Marie Giraud
Impression : Corlet, Calvados
ISBN : 978-2-9568078-0-3

Épreuve, n.f. : Essai par lequel on éprouve la résistance, la qualité de quelque chose ; test, critère • Compétition sportive : Une épreuve contre la montre • Difficulté qui éprouve le courage de quelqu'un, qui provoque chez lui de la souffrance • Malheur, adversité • Feuille imprimée servant à la correction d'un texte avant tirage • Expérience dont les différentes issues sont aléatoires et auxquelles on peut attacher des probabilités connues ou estimées • Image obtenue sur support opaque par tirage d'après un phototype • Test ou partie d'un test • Essai d'un ouvrage avant sa mise en service.



EDITO



Chroniques du Désert est une épreuve. Elle émane de la volonté de quelques personnes de s'affronter au présent. Non qu'elle épouse les manières de s'y affronter, mais plutôt qu'elle cherche une autre entrée dans le combat, à ouvrir un autre front en soutien aux forces déjà impliquées. Dans le paysage littéraire contemporain, les enquêtes se font rares. C'est pourtant, nous semble-t-il, à partir d'elles que peut s'énoncer un discours sur le monde, depuis des expériences qui, en résonnance, renvoient à d'autres et permettent de lire une situation.

Chroniques du Désert est une épreuve. Une épreuve collective d'une époque et d'une relation, d'une amitié. Ce que nous souhaitons, c'est produire un espace qui reflète ce que nous sommes, ce qui nous traverse. Ni recherche académique, ni militantisme, ni association, ni laboratoire. Entre étudiants coincés dans les contraintes académiques et précaires cernés par les dispositifs

Pôle emploi, entre syndicalistes et non-syndiqués, entre poètes et sociologues, philosophes et géographes, historiens et écrivains, entre jeunes et moins jeunes, nous partageons la volonté de produire du texte qui alimente, par adhésion ou par critique, *le mouvement qui abolit l'état actuel*.

Chroniques du Désert est donc un espace collectif, partisan, derrière lequel se retrouvent des personnes produisant des enquêtes, des analyses, des entretiens, des recensions, de la fiction littéraire et de la poésie. Chaque publication est orientée sur une thématique principale à laquelle viennent s'ajouter des *varia*. Ces textes mettent en lumière les possibilités, les brèches ouvertes ci-et-là et les sentiers n'attendant que les cantonniers pour être défrichés, mais également les nouveaux dispositifs de la contre-insurrection et les formes de reproduction de la domination. Il s'agira, depuis ces enquêtes, de nous permettre d'apprendre de nos expériences locales respectives, de nos analyses, de nous rencontrer, en somme, plutôt que de simplement se croiser dans les moments d'intensité. Cette revue a pour but de prolonger ces intensités qui parcourent nos mondes et les relations qui s'y nouent. Car c'est aussi de cela qu'il s'agit : *défaire la solitude qui guette dans le Désert*.

Nous avons éprouvé la force des derniers mouvements sociaux en ce qu'il pouvait s'y jouer de mises en actes d'une part, de mises en résonnance des différentes manières de les habiter de l'autre. Nous nous sommes enjoués parfois, avons été déçus à d'autres moments. Nous avons partagé, enfin, avec de nombreux et nombreuses camarades, l'analyse qui restituait la (re)naissance d'une force qui dégage des virtualités que l'on croyait enterrées et qui conduiraient, un peu plus de deux ans plus tard, à ce moment effervescent des Gilets Jaunes. *Nous avons éprouvé*

la surprise. Mais avant de livrer quoique ce soit sur cette question, ce qui nous a sauté aux yeux, c'est la diversité des situations en fonction des localités autant que les points qui les relient.

Partir de quelque part. S'arrimer. Explorer. Comprendre.

Pour cela, nous avons décidé, pour commencer cette aventure éditoriale, de démarrer nos enquêtes sur ce que nous partageons, le substrat sur lequel se meuvent nos corps : la Ville.

Quid alors des milieux ruraux ? La ville contemporaine, la Métropole, a cette étrange capacité d'annihiler toute extériorité ou plutôt, de rendre tout intérieur à elle-même. Que l'on vive dans les campagnes, la Métropole se rappelle à nous : on y vend les produits agricoles, on y trouve les centres de pouvoir, on y produit l'information qui, par les ondes, rejoue nos postes. La Métropole est quelque part ce qui détermine la plupart des existences. Et pourtant, elle est désertique.

Bien qu'elle soit le lieu de fourmillement, la singularité tend à y être abolie. Nous découvrons chaque ville comme le passé, le présent ou l'avenir de notre propre ville. Les chaînes de magasins, les infrastructures, les lieux de fêtes, les quartiers de relégation, les quartiers en rénovation, les friches industrielles peuplées d'artistes, les mêmes pseudos éco-quartiers, etc., tout conduit à voir, dans chacune d'entre-elles, les mêmes jeux s'y jouer, et les mêmes ingénieurs s'y ingénier.

Pourtant, si des mécanismes similaires s'observent, ils ne suffisent pas à abolir les particularismes liés à certaines spécificités et, notamment, à la capacité des individus à ne pas laisser la ville se produire sans eux.

Ce dossier thématique, *Le Désert Urbain*, revient en ce sens apporter un éclairage sur ces processus : rhétorique guerrière des urbanistes contre la sauvagerie naturelle qui a gagné les friches à Caen, dépendance aux nouvelles technologies comme signe d'intelligence de la ville à Lille, pacification et aseptisation du centre à Nantes, re-symbolisation de l'espace dans la banlieue rouge, usage de la contre-culture et de la pop culture dans les métropoles suisses, mythologies écologiques à Dijon. À cela s'ajoutent des entretiens sur la défense d'une place à Rennes, ou sur l'usage des décors urbains dans les mouvements sociaux, ainsi qu'une contribution sur la question des échelles pour penser l'intervention dans les luttes. Car c'est bien de cela qu'il s'agit au final : non pas dresser un simple diagnostic, mais donner des clés de lecture pour que ceux qui se logent en ville puissent enfin l'habiter pleinement.

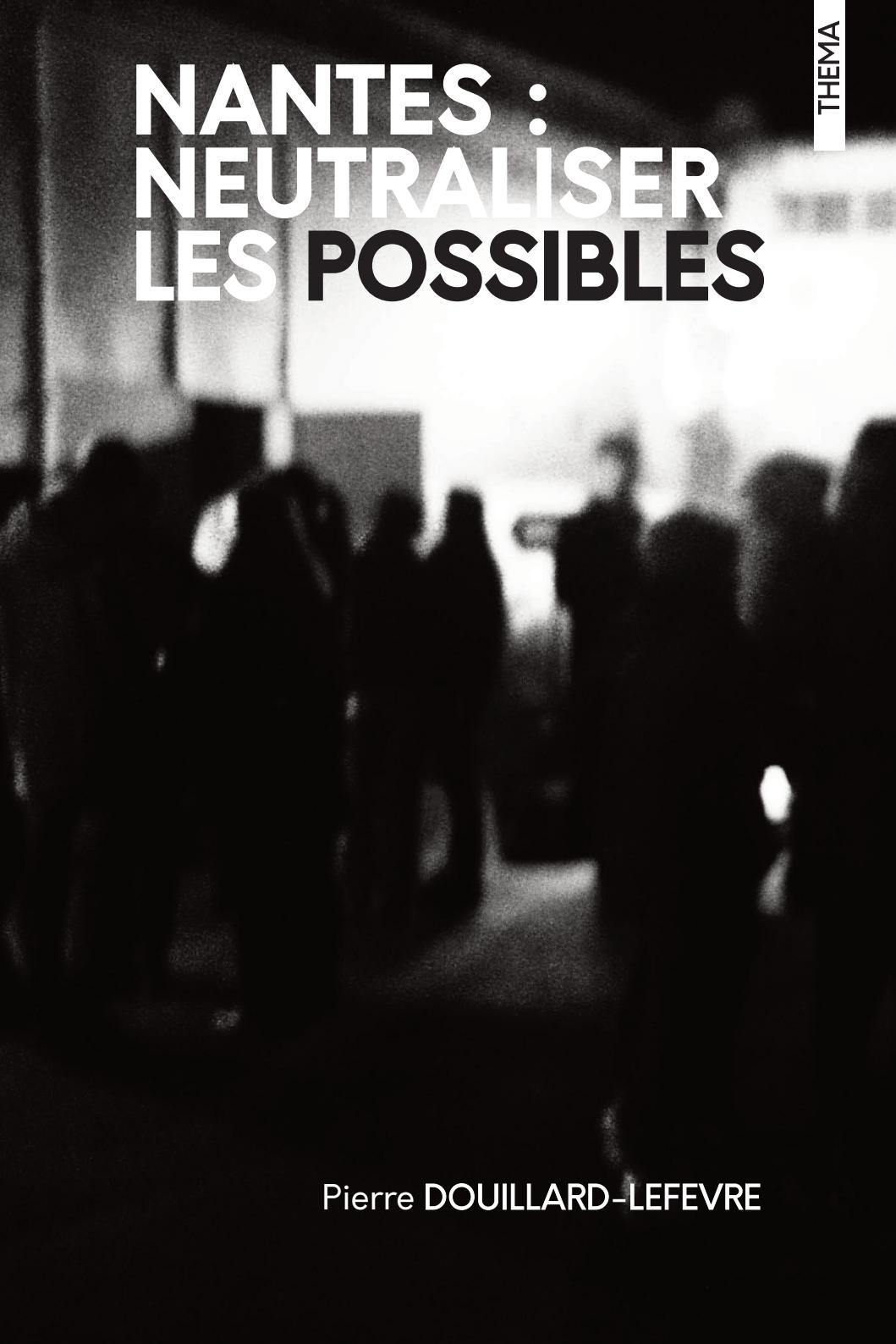
Droit à la Ville ? Peut-être, si on donne à l'expression d'Henri Lefebvre son sens plein : celui d'une prise collective sur l'espace et sa production. Henri Lefebvre que l'on retrouve d'ailleurs en *varia*, grâce à la réédition d'un entretien sur le Terrorisme, la Violence politique et l'État de Droit. Cette rubrique *varia* est également composée du premier épisode d'un feuilleton historique sur l'histoire de l'autonomie à Caen et d'un entretien avec B. Torsvan, auteur de *Bonjour Oncle Grésillard*. Enfin, comme des respirations, des contributions littéraires et poétiques donnent de l'air à l'ensemble, sans manquer d'avoir prise sur le vécu.

Chroniques du Désert, vous l'aurez compris, est une épreuve du présent qui met à l'épreuve nos analyses, et tente de proposer des issues favorables à l'émancipation. Car c'est l'objectif stratégique qui nous relie ici : *connaître le monde tel qu'il est pour le défaire*.

Amitiés,

Simon Le Roulley

NANTES : NEUTRALISER LES POSSIBLES



Pierre DOUILLARD-LEFEVRE

«Nantes est, peut-être avec Paris, la seule ville de France où j'ai l'impression que peut m'arriver quelque chose.»

André Breton, 1928.

L'armature des grues se dessine dans le ciel de la ville. Des bâtiments neufs à l'architecture uniforme et fonctionnelle surgissent. Des squares sont remplacés par des surfaces commerciales, la marchandise colonise le territoire. Des caméras de surveillance sont installées par dizaines dans les rues. Nantes change. L'histoire de la ville se lit comme un palimpseste. Capitale du duché de Bretagne jusqu'au XVI^e siècle, grand port colonial enrichi sur le commerce esclavagiste deux siècles plus tard, centre industriel et naval au XIX^e. Et ville de conflits, agitée par les remous sociaux et syndicaux de notre époque. Nantes entend aujourd'hui incarner un modèle de métropole contemporaine. «Compétitive», «attractive», «verte» et «connectée». Jadis admirée par les surréalistes comme un espace de possibles, la ville se transforme en désert urbain contemporain. Bastion du Parti Socialiste depuis près de 30 ans, Nantes s'est considérablement transformée, tant sur le plan morphologique que sociologique. Elle est devenue un véritable laboratoire des politiques urbaines du socialisme municipal.

En octobre 1986, le dernier navire construit à Nantes, Le Bougainville, est mis à flot. Une foule de spectateurs se presse sur le quai de la Fosse pour ce dernier lancement. Les télévisions locales filment les ouvriers en pleurs. Une page de l'histoire portuaire et ouvrière de Nantes se tourne. Les Chantiers Navals de Nantes, qui employaient des milliers de travailleurs au cœur de la ville et incarnaient sa dimension maritime ferment leurs portes. La «forteresse ouvrière» disparaît, malgré plusieurs années de conflits sociaux. C'est une étape décisive et symbolique

de la désindustrialisation de la ville. Cette fermeture, qui laisse une grande partie de l’île de Nantes en friches, en accompagne d’autres, notamment celle des célèbres biscuiteries Lefèvre Utile, ou encore de la Manufacture des Tabacs. La main d’œuvre ouvrière qui vit et travaille dans la ville est progressivement évincée, par ce processus de désindustrialisation et par la logique de gentrification qui lui succédera à partir des années 1990. La population des anciens quartiers populaires est progressivement remplacée par des catégories socio-professionnelles plus aisées. Entre 1968 et 2009, la part des ouvriers dans la population nantaise est divisée par deux, passant de 32,3 % à 15,4 %, alors que le taux de cadres supérieurs augmente de 7,5 à 25,9 %. Les statisticiens repèrent aujourd’hui une nouvelle classe urbaine : les « cadres des fonctions métropolitaines », considérés comme des marqueurs du processus de métropolisation. L’Insee désigne ainsi les cadres dans le domaine de « la gestion, de l’innovation et la création, les ingénieurs, les professions intellectuelles ». Les douze plus grandes agglomérations de France comptent aujourd’hui plus de 11 % de ces « cadres des fonctions métropolitaines » dans leur population active. À Nantes, la part de cette catégorie a augmenté de 61,5 % entre 1999 et 2006 — soit la plus forte hausse hexagonale —, atteignant 12,6 % de la population active en 2014.

Ainsi, l’ancienne ville de contrastes que fut Nantes, à la fois portuaire et ouvrière — mais aussi bourgeoise et commerçante —, se métamorphose en métropole « attractive » investie par les classes supérieures intégrées à la mondialisation. Cette mutation s’observe par extension dans l’architecture de la ville. Les structures d’acier du monde industriel qui parsemaient certains quartiers centraux laissent place aux architectures de béton et de verre de résidences érigées pour accueillir les nouveaux habi-

tants. Progressivement, les lieux de sociabilités populaires disparaissent, et le centre-ville devient, selon l'expression de Jacques Legoff, un «centre-musée»¹ aseptisé.

Trois ans après la fermeture des Chantiers Navals de Nantes, la majorité socialiste accède au pouvoir lors des élections municipales de 1989. Le nouveau maire, Jean-Marc Ayrault, insiste la même année sur le fait que «la culture doit être insérée dans l'économie», ouvrant la voie à une nouvelle stratégie municipale. Les décideurs — élus et acteurs privés — entreprennent de forger une nouvelle image de la ville, à travers plusieurs projets d'équipements structurants, notamment dans le domaine culturel : le Lieu Unique, les Machines de l'île, la Cité des Congrès. Ces aménagements culturels sont le fer de lance d'une reprise urbaine d'anciens espaces désindustrialisés, qu'il s'agisse des anciens Chantiers Navals ou de la biscuiterie Lefèvre Utile. Les caractéristiques qui pouvaient distinguer la ville d'avant — l'omniprésence du fleuve qui donnait à Nantes l'apparence d'une «ville aux 28 ponts» et lui valaient le surnom de «Venise de l'Ouest», son port et ses chantiers — ayant disparues au cours du XXe siècle, il s'agissait d'investir de nouveaux secteurs pour exister sur la scène internationale, pour réussir à étiqueter et faire valoir la ville en inventant de nouvelles identités attractives sur un marché concurrentiel. Les nombreuses friches industrielles et les bâtiments abandonnés, zones d'interstices urbaines, disparaissent alors, progressivement «valorisés» par les aménageurs.

Le début des années 2000 marque un nouveau tournant dans le redéploiement des infrastructures dans la ville et la mutation des

¹ Jacques LE GOFF et Jean LEBRUN, *Pour l'amour des villes : entretiens avec Jean Lebrun*, Paris, Textuel, 1997, p. 148.

anciens espaces ouvriers, avec plusieurs opérations urbaines concomitantes. L'ancienne Bourse du Travail, lieu historique d'émancipation sociale, fondée non loin du bord de Loire par les syndicalistes révolutionnaires du début du siècle dernier, ferme définitivement ses portes. Les syndicats sont déménagés sur l'Île de Nantes, désormais en pleine reconversion, dans un bâtiment nommé «Maison des syndicats», qui ne revêt plus la même dimension historique, sociale et politique. Au même moment, le vieux tribunal néo-classique, situé dans le centre-ville historique, est lui aussi déménagé sur l'île de Nantes, dans un palais glaçant et noir, à l'apparence carcérale, construit par l'architecte Jean Nouvel. Du reste, on inaugure au même moment dans les anciennes biscuiteries LU un nouvel espace culturel et festif au bord de l'Erdre. C'est aussi à cette époque que le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, suspendu depuis les années 1970, est exhumé par les socialistes. Ces opérations urbaines menées simultanément ne constituent pas uniquement des transformations immobilières qui remodèlent la ville. Elles révèlent la volonté d'évacuer des dimensions agonistiques qui constituent la mémoire de Nantes. En effet, l'ancien tribunal du centre-ville sera transformé en hôtel de luxe, et la Bourse du Travail deviendra un vaste ensemble résidentiel et associatif «connecté» haut de gamme, sous l'égide de partenariats entre acteurs publics et entreprises privées. Intéressons-nous en premier lieu à ces métamorphoses emblématiques afin de saisir les dynamiques métropolitaines dans lesquelles elles s'inscrivent.

DES DOCKERS AUX LIVREURS, ÉVACUER LES CONFLITS SOCIAUX

Hiver 2016. La rue Désiré Colombe est située à l'ouest du centre historique de Nantes, dans le prolongement de la Place Graslin, entre le boulevard Guist'hau et le quai de la Fosse, dans un quar-

tier particulièrement privilégié. Les enseignes de «défiscalisation et de gestion immobilière», côtoient celles de courtiers, d'établissements d'enseignement privés, ou encore un bel hôtel particulier. C'est dans cette rue que se situe la façade historique de l'ancienne Bourse du Travail. Les fenêtres et les portes de l'édifice centenaire sont abîmées. Les entrées sont couvertes de plaques en tôle, les interstices sont pour la plupart murés par des parpaings. Cela fait plus de dix ans que ce bâtiment, qui fut l'épicentre des contestations sociales et politiques de la ville au cours du XXe siècle, est laissé à l'abandon.

Un champ de boue et de gravats ceinture la façade de la Bourse du Travail, seul vestige intact d'un temps révolu, que les entrepreneurs et la métropole ont décidé de «valoriser». À côté, les Salons Mauduit et leur grande entrée au style Art déco datant des années de l'entre-deux-guerres ont été rasés quelques mois plus tôt. Récemment, un nouveau filtre contemporain est venu colorer les tonalités fades du tuffeau originel des bâtiments de la rue Désiré Colombe. Des panneaux de 3 mètres sur 4 aux couleurs vives, apposés sur les murs, annoncent un «lieu de vie incomparable», des «logements d'exception», des «appartements évolutifs». Les palissades de chantier ne sont pas de simples plaques de tôle, mais de larges encarts colorés portant l'inscription «SAY-Désiré Colombe, l'adresse nantaise prestigieuse». C'est le nouveau nom de cet endroit. D'autres panneaux, mis en place par la métropole, annoncent : «un patrimoine restauré, un lieu de vie associatif, un espace petite enfance, un jardin ouvert à tous». Dans toute la ville, les sucettes du publicitaire JC Decaux promettent un nouveau «lieu de vie incomparable» à la place de la Bourse du Travail.

Deux ans plus tard. Dans ce quartier où se trouvent la plupart des musées de la ville, les rues sont toujours particulièrement calmes. Un silence troublé par les bruits d'engins de chantier. La silhouette d'une grue, puis deux, surplombent les rues. Les travaux prennent fin. La façade de la Bourse du Travail, s'est éclaircie. Elle est méthodiquement rénovée depuis un échafaudage. À l'intérieur, tout a été démolie puis reconstruit par les architectes, selon la méthode du « façadisme » : une pratique qui ne conserve que l'apparence extérieure d'un bâtiment mais modifie tout à l'intérieur. Autour, ce sont d'imposants murs de béton armé qui sont érigés, pour construire les futurs logements. Un pan de la mémoire ouvrière locale disparaît en silence, à peine réveillée par quelques militants associatifs qui avaient eu l'audace d'organiser à deux reprises, des collages et des prises de paroles pour rappeler aux nantais l'importance historique de ce lieu d'émancipation.

À l'ouest de Nantes, la rue Désiré Colombe se situait jadis au carrefour du grouillement laborieux des Chantiers Navals et du quai de la Fosse d'un côté, et des rues apaisées du quartier bourgeois, jalonnées d'hôtels particuliers et d'espaces récréatifs. Les deux bâtiments voisins, l'un syndical, celui de la Bourse du Travail, l'autre festif, celui des Salons Mauduit, salles de réceptions construites en 1905, illustrent alors les contrastes d'une ville aux multiples visages. Au crépuscule du XIXe siècle, Nantes est marquée par la montée des conflits sociaux et la structuration du mouvement ouvrier. En 1893, une première Bourse du Travail est implantée. Vite saturée, elle sera remplacée en 1923 par celle, beaucoup plus vaste, de la rue Désiré Colombe. Le mouvement des Bourses du Travail, animé par l'anarchiste Fernand Pelloutier, a pour objectif de doter le prolétariat d'espaces autonomes de rencontre, de formation et d'entraide, pour organiser les luttes

sociales. Le mouvement ouvrier nantais de cette époque se caractérise par une influence anarchiste et révolutionnaire assez forte, et des conflits durs. Par exemple, en 1907, le port de Nantes connaît une grève particulièrement déterminée qui dure plusieurs semaines. On organise des « soupes communistes ». Des affrontements éclatent, la police tue le docker Victor Charles. La nouvelle Bourse du Travail, inaugurée après-guerre, côtoie alors les Salons, lieu mondain de meetings politiques, de banquets, de bals et de réjouissances.

Pendant plusieurs décennies, cet endroit de la ville est l'épicentre des conflits sociaux et politiques. Dès le 29 août 1922, alors que le bâtiment n'est pas encore officiellement inauguré, « des milliers d'ouvriers nantais prennent le chemin de la Bourse du Travail pour affirmer leur solidarité avec les ouvriers du Havre »², lors d'un mouvement des métallurgistes. Le 1er mai 1923, une manifestation unitaire à la « Bourse du travail puis dans les rues de la ville » fait suite à la victoire d'une grève aux Chantiers de l'Atlantique. La même année, un défilé internationaliste et pacifiste est organisé contre le chômage, et l'occupation de la Ruhr, à l'ouest de l'Allemagne, par l'armée française.

Cet espace est aussi une base logistique des luttes sociales qui assure l'autonomie matérielle du mouvement ouvrier. Lors de la « marche des chômeurs » qui partent de Saint-Nazaire pour aller à Nantes le 27 juin 1933, le repas servi aux marcheurs est assuré par les restaurants de la Bourse du Travail. Les années 1930 constituent une période d'instabilité politique et sociale, sur fond de montée des périls et des totalitarismes. La rue Désiré Colombe donne un aperçu des frictions politiques et sociales de la

² Émilienne LEROUX, *Histoire d'une ville et de ses habitants: Nantes. De 1914 à 1939*, Nantes, Éd. ACL, 1986.

ville. De grandes manifestations, pacifistes et antifascistes d'un côté, et réactionnaires de l'autre, se succèdent. La venue du royaliste Léon Daudet en mai 1931 provoque des affrontements entre manifestants de gauche et de droite. Déjà, en mars 1925, une marche de catholiques est dénoncée par la gauche comme étant la « première manifestation du fascisme nantais ». La contre-manifestation réunit 15 000 personnes au Champ de Mars, et donne lieu à de nouveaux affrontements. Le 6 février 1934, une manifestation anti-parlementaire vire à l'émeute à Paris. L'événement marque durablement la vie politique, et aura une influence considérable pour l'unité de la gauche. Dès le 8 février 1934, un important meeting est organisé à la Bourse du Travail de Nantes. À l'issue du rassemblement, « un défilé [...] rencontre un barrage de police »³. Les manifestants défilent par milliers, « escortés par des gendarmes à cheval »⁴. Le 12 février, la grève unitaire contre le fascisme est très suivie à Nantes et prolongée par des échauffourées le soir. Un mois plus tard, le 7 mars, une manifestation contre l'Action Française regroupant quatorze associations démarre également de la Bourse du Travail. Au mois d'avril, une réunion « à caractère ouvertement fasciste » se tient aux Salons Mauduit voisins, avec la participation du Parti Populaire Français⁵. Le foyer de la gauche syndicale nantaise et le meeting de l'extrême droite se trouvent dans la même rue, provoquant inévitablement des affrontements : « il faut l'intervention de la garde mobile à cheval pour que 5 à 600 partisans de l'extrême droite puissent atteindre leur salle de réunion par des passages privés »⁶. Le 22 juillet, une grande manifestation des fonction-

³ *Ibid.*

⁴ *Ibid.*

⁵ Parti fondé en 1936 par l'ancien communiste Jacques Doriot. Le PPF se réfère explicitement au fascisme, et sera un acteur de premier plan de la collaboration avec l'occupant nazi.

⁶ Émilienne LEROUX, *Histoire d'une ville et de ses habitants*, op. cit.

naires réunit 10 000 personnes qui accrochent un foulard rouge au cou de la statue de la Place Royale. Le cortège remonte la rue Crébillon pour rejoindre la Bourse du Travail. Le journal de droite l'Écho de la Loire titre : « À Nantes, le meeting du Cartel des services publics tourne en manifestation révolutionnaire. » Le 13 octobre 1935 se tient une grande réunion des Croix-de-Feu⁷ au Salons Mauduit. 2 000 personnes s'y retrouvent autour du slogan « Travail, Famille, Patrie », contre le triptyque de la gauche « Pain, Paix, Liberté ». Le 19 octobre 1936, d'autres confrontations entre militants du Parti Populaire Français et des manifestants de gauche éclatent Place Graslin. À Nantes, les grandes grèves de l'été 1936, suite à l'arrivée de la gauche au pouvoir, démarrent les 28 et 29 mai par deux meetings à la Bourse du Travail. Le 3 juin, une grève sur le tas démarre à l'usine des Batignolles, qui fabrique des locomotives. Les foyers de lutte s'étendent rapidement à Nantes. Le 8 juin, les employés de magasins se « retrouvent dans la salle des fêtes de la Bourse du Travail pleine à craquer »⁸. Le 11 juin, après la victoire totale de la grève des Batignolles, on se rend à la Bourse en cortège.

Après la guerre, le bassin Nantes-Saint-Nazaire reste réputé pour sa combativité ouvrière, avec notamment des grèves insurrectionnelles qui démarrent en 1955, aux chantiers navals de l'Atlantique regroupant 7 000 ouvriers, rejoints ensuite par différents secteurs. Le 18 août, une manifestation de 14 000 personnes passe par la Bourse du Travail en direction de la Préfecture. Le lendemain, un immense meeting au Champ de Mars est suivi d'une manifestation de 20 000 ouvriers. « Alors qu'à Saint-Nazaire les affrontements se sont déroulés dans l'enceinte ou aux

⁷ Également appelée Association des combattants de l'avant et des blessés de guerre cités pour action d'éclat, l'association dirigée par le colonel De La Rocque, regroupe des anciens combattants.

⁸ Émilienne LEROUX, *Histoire d'une ville et de ses habitants*, op. cit.

abords des chantiers, à Nantes c'est en plein centre-ville que les ouvriers et les CRS vont se livrer à une véritable guerre de rue »⁹. Les locaux du patronat sont saccagés. La prison est attaquée pour libérer les inculpés. Les affrontements continuent devant la préfecture où la police ouvre le feu, et tue un jeune ouvrier maçon. Signe du retentissement de la mobilisation au niveau national, le magazine Paris Match du 24 septembre 1955 publie un article intitulé : « la France des grèves a pour capitale Nantes ». L'hebdomadaire Radar fait paraître des pages d'images des affrontements accompagnées du titre : « Nantes, point névralgique de l'agitation »¹⁰.

Les grands mouvements sociaux qui suivront témoignent d'un étalement spatial des lieux d'organisation. Le mai 68 ouvrier démarre à Nantes à l'usine Sud Aviation à Bouguenais, où les ouvriers lancent une grève sur le tas et séquestrent les patrons, alors que les étudiants nourrissent l'agitation depuis le nouveau campus au nord de la ville. À mesure que l'agglomération s'étend et que les mouvements sociaux revêtent de nouvelles formes et agrègent de nouveaux acteurs — mouvements lycéens et étudiants, luttes contre les grands projets d'aménagements, tels que des centrales nucléaires ou le projet d'aéroport —, les espaces d'organisation et de conflits se multiplient, au-delà de la seule Bourse du Travail. Les modalités de lutte se reconfigurent après 1968, et sortent du strict cadre salarial. En 1994 — lors du mouvement contre le Contrat d'Insertion Professionnelle — comme en 2006 — contre le projet de loi « égalité des chances » — ou 2016 — contre la « Loi Travail » —, Nantes connaîtra des épisodes de soulèvements intenses mais dispersés dans l'espace.

⁹ Yves ROCHCONGAR, « Les grèves de la métallurgie à Nantes pendant l'été 1955 », *Agone*, 2005, no 33, pp. 83-92.

¹⁰ Radar, 25 septembre 1955.

L'atomisation du salariat, qui voit se conjuguer la fermeture des usines, l'émergence d'une classe de précaires et la marche forcée vers le statut « d'auto-entrepreneur » entraîne une moindre centralité du syndicalisme, et donc des lieux d'organisation syndicaux dans les luttes sociales.

Le tournant du siècle marque la fin d'un cycle. En l'an 2000, la Bourse du Travail est désaffectée, puis murée après des mois d'occupation par un mouvement d'exilés. Après des années d'oubli, un vaste projet urbain est lancé en 2015 par la Métropole : il comprend un pôle associatif, un parking et des appartements haut de gamme et quelques logements sociaux. Les acteurs publics et privés du projet jouent une double partition. La maire socialiste, Johanna Rolland, parle d'une « opération, révélatrice de la double ambition, une ville intense où on doit pouvoir accueillir les familles, notamment, mais en même temps une ville plus verte, une ville moins minérale ». De son côté, le journal de la métropole parle d'activer les « leviers qui stimulent l'attractivité d'un territoire » et de « restauration du patrimoine, des équipements publics et des logements¹¹ ». Le promoteur immobilier met en valeur des « logements de prestiges » pour vendre des appartements qui coûtent entre 5 et 7 000 euros le mètre carré, un prix comparable à celui des beaux quartiers parisiens. Les élus se chargent de faire accepter l'opération en organisant des réunions publiques avec les habitants du quartier, pour promouvoir le projet, alors que les entreprises cherchent à vendre à prix fort les logements neufs à une clientèle aisée.

¹¹ Projet Désiré-Colombe, *Un programme ambitieux pour le centre ville, Ville de Nantes*, Nantes Métropole, Nantes Métropole Aménagement, 5 février 2013.

Le sociologue et philosophe Didier Eribon décrit, dans une enquête politique inspirée par l'analyse bourdieusienne, le «spectaculaire déplacement vers la droite [...] du centre de gravité de la vie intellectuelle et politique française»¹² et le changement paradigmatique des élus de gauche à partir de la fin des années 1970. Il évoque une «révolution conservatrice» qui irriquerait la classe politique, en particulier à gauche, sous l'impulsion d'intellectuels, de fondations et de revues proches du Parti Socialiste. Cette évolution des perceptions influence les programmes, le cadre mental, et colonise le langage des acteurs. Ainsi, la société ne serait plus vue comme traversée par des rapports de force et de domination, mais comme un agrégat de singularités qu'il faudrait satisfaire, voire inclure dans des démarches «participatives» individualisantes. On parle alors de «mixité sociale» plutôt que de lutte des classes. Par extension, on préfère encourager une démarche associative plutôt que des organisations ouvrières. Dans cette optique, il n'y aurait plus de contradiction fondamentale entre les conceptions d'acteurs publics élus et des intérêts privés, mais des convergences conceptuelles et des perspectives communes. C'est bien cette vision du monde qui s'incarne dans la métamorphose de cet ancien espace d'émancipation : les associations cohabitent au rez-de-chaussée de résidences hors de prix. Quelques logements sociaux dans une aile du bâtiment doivent donner une apparence sociale à un édifice des beaux quartiers où des mondes se côtoient sans rien partager.

La mutation d'un ancien espace d'organisation syndicale, la Bourse du Travail, succède à la disparition progressive de la place du monde ouvrier dans la ville. Un ancien syndicaliste des

¹² Didier ERIBON, *D'une révolution conservatrice et de ses effets sur la gauche française*, Paris, France, Léo Scheer, impr. 2007, 2007, 156 p.

Chantiers Navals, Jean Relet, qui a travaillé jusqu'à leur fermeture, raconte l'ambiance qui régnait à Nantes jusque dans les années 1980 :

«l'ouvrier était visible dans la ville. [...] Il y avait les bruits, les lumières, les sirènes, les coups de marteau, les buzz des titans¹³ quand ils se déplaçaient, y avait un boucan d'enfer ! Et ça c'était perçu [...] dès que la nuit tombait un peu, les chalumeaux, les arcs de soudure, les éclairages provisoires du bateau. Et puis il y avait les lancements qui étaient un espèce d'osmose entre les chantiers et la ville, les Nantais venaient par milliers pour assister au lancement des bateaux. Le chantier lui-même était quelque chose de très présent physiquement. [...] il y avait une vie grouillante sur le site qui était quelque chose de maousse. [...] à la quinzaine, les jours de paie, sur les rues adjacentes aux Chantiers c'était un véritable marché. Il y avait les marchands ambulants.»

Du reste, les travailleurs, par leur présence physique au cœur de la ville, étaient en capacité d'imposer le rapport de force :

«On prenait les ponts. Les manifs, c'était toujours le matin. Rassemblement au pied des vestiaires à neuf heures et puis on partait en défilé, on prenait les boulevards. [...] Les Chantiers sont à un quart d'heure du Commerce quand on partait en manif. Ça, c'est quelque chose de prépondérant. Ça veut aussi dire que quand les Chantiers Navals sont dans la bagarre, c'est une garantie de réussite pour un mouvement social.»

Trente ans plus tard, ce visage industrieux qui forgeait l'identité de Nantes s'est effacé. Les «cols bleus» ont disparu de l'île de Nantes, qui est désormais une «pépinière de start-up» et d'attractions touristique. Mais l'espace public demeure lieu de la beur. Le long des grandes artères, sur les places de la ville, les cohortes de livreurs à vélo, l'œil rivé sur leurs téléphones, attendent les prochaines commandes. Cette nouvelle domesticité n'est pas salariée, les livreurs doivent endosser le statut d'autoentre-

¹³ «Titan» est le nom d'un modèle de grandes grues utilisées sur les chantiers navals, encore présentes aujourd'hui en guise de témoignage du passé industriel.

preneurs. Pour eux, comme pour de nombreux précaires, le lieu de travail s'étend dans l'espace urbain. Les horaires sont dérégulés. Ils sont dispersés dans le temps et l'espace, anesthésiant les capacités de résistance, d'organisation, et de visibilité. À l'invisibilisation du monde ouvrier dans la métropole correspondent l'effacement des outils d'émancipation des salariés et l'extinction des perspectives de luttes collectives dans l'espace urbain. La classe ouvrière organisée, disposant de ressources politiques et sociales, de ses espaces, de sa propre langue, de ses lieux de réunion laisse place à une ère de dilution généralisée des exploités dans le temps et l'espace : le travailleur doit être adaptable, déplaçable. Il doit être flexible, polyvalent, «autonome», individualisé mais interchangeable. Ces paramètres nouveaux de la condition du travailleur au sein d'une agglomération modifient foncièrement les possibilités d'organisation collective et compromettent l'idée même de réunion — au sens de rapprochement des corps. La Bourse du Travail ouverte à toutes et tous a été remplacée par une Maison des Syndicats moins fréquentée, où les réservations de salles s'effectuent en s'adressant à la mairie et où il faut disposer de badges électroniques pour franchir les sas d'entrée sécurisés.

La rationalisation de l'espace urbain et de la production ont affaissé les perspectives sociales et politiques en fabriquant des individualités dépourvues de *philia* – en grec ancien, amitié, camaraderie au sens de lien social. Du reste, les rapports sociaux existants dans le cadres des nouveaux emplois ubérisés sont avant tout médiés par une interface numérique. Dans les plateformes de grande distribution, les préparateurs de commandes obéissent à une voix automatisée qui leur annonce, dans un casque audio qui les isole des autres salariés, les tâches à effectuer. La condition moderne du travailleur prolétarisé à l'ère du

numérique transforme l'homme en simple extension d'une machine privée de toute marge de manœuvre. Théodor Adorno écrivait déjà : « À la suite de la rationalisation des modes de travail, l'élimination des qualités, leur conversion en fonctions, passe de la sphère scientifique à la sphère du vécu et tend à rapprocher les peuples de l'état des batraciens¹⁴. »

Avec cet effacement programmé du monde ouvrier dans l'espace urbain, c'est toute la symbolique de la ville qui évolue : les attributs portuaire et maritime — et plus anecdotiquement régionaux et culturels — mis en valeur pendant des décennies dans l'imagerie produite à la fois par les pouvoirs publics mais aussi par les écrivains et artistes sur Nantes laissent place à une communication fondée sur la culture et les loisirs, et à présent le numérique et les labels écologiques. Ce n'est plus l'image d'une ville avec ses navires et son pont transbordeur qui est mise en avant, mais celle d'une métropole avec son éléphant mécanique et sa tour LU.

DU QUARTIER PUNITIF À L'ENSEMBLE RÉCRÉATIF HAUT DE GAMME

Une autre métamorphose emblématique de la Métropole. Un ancien complexe répressif situé au cœur de la ville — comprenant une caserne militaire, un tribunal et une prison —, est transformé en ensemble luxueux et récréatif, composé d'un hôtel 4 étoiles, d'un centre de balnéothérapie et de logements haut de gamme. En quelques années, c'est tout un quartier du centre-ville, autour

¹⁴ Max HORKHEIMER et Theodor Wiesengrund ADORNO, *La dialectique de la raison: fragments philosophiques*, traduit par Éliane Kaufholz-Messmer, Paris, France, Gallimard, coll. « Tel », 1974, p. 52.

de la Place Aristide Briand, qui est profondément restructuré : les lieux de punition des plus faibles sont transformés en lieux de réconfort des plus riches.

Comme nous l'avons évoqué, l'ancien palais de justice, un bâtiment néo-classique, est laissé vacant en l'an 2000 pour une infrastructure pénale construite sur l'île de Nantes. Le tribunal désaffecté est la propriété du Conseil Générale socialiste qui comprend immédiatement la « situation exceptionnelle et la grande valeur patrimoniale » de cet ensemble immobilier, et songe dès juin 2004 à trouver une « affectation et un usage à la hauteur de son potentiel et dont l'aire d'influence et le rayonnement devront se positionner à l'échelle de l'agglomération nantaise ». Au terme d'un appel à projet, l'idée d'un hôtel 4 étoiles est validée à l'unanimité en 2010. La multinationale de l'immobilier Altarea Cogedim se charge de la métamorphose architecturale, et l'enseigne d'hôtellerie haut de gamme Radisson Blu investit le nouveau bâtiment qui ouvre ses portes en 2012. Cette opération illustre une fois encore la nouvelle gouvernance métropolitaine, qui voit collaborer étroitement les élus de gauche et les entreprises privées. L'étude du projet est « pilotée par un comité » qui réunit élus et services du Département, entrepreneurs de la Chambre de Commerce et d'Industrie, l'association des commerçants, et les services de Nantes Métropole.

Chaque année, une soirée des « nouveaux décideurs » est organisée par une structure baptisée Centre de Communication de l'Ouest, implantée dans la Tour Bretagne, et chargée « d'animer les réseaux de décideurs nantais ». Cette « soirée doit « mettre en relation les nouvelles personnalités qui comptent à l'Ouest ». En décembre 2014, la 23e édition de cette manifestation est patronnée par la maire socialiste de la métropole nouvellement élue,

Johanna Rolland. Parmi les nouveaux « décideurs » accueillis par « 200 VIP représentant les forces locales de l'économie, des institutions, de la culture et des médias », se trouvent aussi bien le nouveau préfet de Loire Atlantique que le délégué général du MEDEF des Pays de la Loire, le directeur régional de Pôle Emploi et le nouveau directeur de l'hôtel 4 étoiles inauguré dans le tribunal deux ans plus tôt.

L'ouverture de cet hôtel de luxe est abondamment commentée dans la presse locale et mis en avant journaux municipaux comme une « vitrine de la métropole ». Le président du Conseil Général estime en 2013 que « Nantes n'avait pas d'hôtel de standing, il fallait que la métropole ait un tel attribut pour rayonner sur le plan économique et touristique », alors que le numéro 1 de la culture nantaise et organisateur des grands événements artistiques, Jean Blaise, explique l'intérêt convergent du tourisme et des affaires pour la ville : « l'arrivée de ce type d'hôtel prouve que Nantes est devenue une destination pour le monde des affaires et celui du tourisme¹⁵ ».

Sur la même petite place pavée, une caserne militaire est libérée de ses gendarmes en 2011. Le géant de l'immobilier Kaufman and Broad, est chargé de sa réhabilitation. L'ensemble rebaptisé « Carré Lafayette » se compose de logements haut de gamme très onéreux, de thermes, de cabinets médicaux et d'une banque. Un véritable petit village dans une forteresse rénovée qui ouvre ses portes en 2015, et vient enrichir et compléter l'offre de services de luxe à proximité de l'hôtel. La grande façade de la caserne de gendarmerie nationale, vidée de ses militaires, est parfaitement récurée, immaculée comme elle devait l'être le jour de son

¹⁵ « L'ancien Palais de Justice réinventé en hôtel 4 étoiles », Nantes Métropole, février 2013.

inauguration, dans les années 1860, à l'instar du frontispice de l'ancien palais de justice, dont les sculptures, ornements et lettrages ont été soigneusement rafraîchis. Les inscriptions d'origines sculptées dans la pierre, sont restaurées : «Palais de Justice», «Gendarmerie Nationale», mais les usages ont changé.

Reste la vieille prison Descartes, située en centre-ville, qui jouxtait le Palais de Justice transformé en hôtel. Comme les usines, les anciens édifices carcéraux ont été remplacés par de grandes centrales hyper-sécuritaires éloignées des regards. À Nantes, les prisonniers sont déménagés en 2012 vers un nouveau lieu d'enfermement flambant neuf au nord-est de la ville. La nouvelle friche carcérale aux abords d'une place huppée devient à son tour un vaste espace en mutation. Les murs seront rasés en 2017 pour y établir un grand projet immobilier. Mais entre-temps, les propriétaires de ce lieu d'enfermement ont offert à la prison une dimension récréative qu'il faut souligner, comme nouvel ethos urbain. À l'automne 2014, un événement défraie la chronique dans le vieil édifice carcéral : une soirée surprise et «branchée» se tient au cœur même du bâtiment. La prison vide ouvre «ses portes pour une soirée inoubliable de privilégiés» écrit un journal local. Il s'agit à la fois d'un dîner gastronomique mitonné par des chefs cuisiniers étoilés et d'une soirée festive, avec concert, DJ et «dance-floor», pour des consommateurs préalablement invités. Le déroulement de la soirée est calqué sur le concept des «dîners secrets» du festival d'art contemporain Le Voyage à Nantes, organisés dans des lieux «privilégiés» de la ville. Le repas dans la prison, servi par des «étudiantes en médecine» déguisées en gardiennes de prison, est un rituel de distinction auquel participent centaine de convive accueillis par un «tapis rouge». «Incroyable», «tout le monde est subjugué» déclarent les participants aux journalistes, en niant totalement la

dimension punitive et douloureuse de leur lieu de fête éphémère. À l’ère des réseaux sociaux et de la mise en scène de soi, la médiatisation de ces agapes joue un rôle déterminant : il faut monter qu’on y était, qu’on appartient au « happy few ». À l’origine de cette soirée, une nouvelle start-up locale qui s’offre de la publicité. Un mois plus tard, trois autres soirées musicales sont organisées par une association, pour faire la fête « dans un lieu atypique avec un contenu qu’on n’attend pas ». À chacun de ces événements, les pouvoirs publics ont prêté l’ancienne prison s’amuser, avant la destruction des murs.

La pratique rappelle l’organisation ces dernières années des « Dîners en blanc », ces repas en pleine rue, sur les places les plus prestigieuses des grandes villes, où les convives sont cooptés et doivent s’habiller uniformément. Notre époque est celle d’un capitalisme arrogant et décomplexé, qui s’incarne par une affirmation des plus riches dans l’espace public. Alors que les rallyes et autres rituels réservés à la grande bourgeoisie se déroulent dans un entre-soi protecteur et confiné, ces dîners s’inscrivent dans l’espace urbain, à ciel ouvert et à la vue de tous. Alors que les manifestations festives ou revendicatives dans l’espace urbain sont de plus en plus contrôlées et réprimées par des forces de l’ordre chargées de quadriller les villes, les Dîners en Blanc bénéficient de la bienveillance des décideurs publics. Thorstein Veblen, sociologue du début du XXe siècle expose le concept de « rivalité ostentatoire ». La consommation ne sert pas uniquement à subvenir aux besoins vitaux des individus. Les agents sociaux s’évaluent en permanence à l’aune de l’apparence et des pratiques de ceux qui les entourent, et cherchent à s’en démarquer, à établir des stratégies de distinction pour s’élever au-dessus de leurs semblables, les dominer symboliquement. Ce jeu social fait intervenir la « consommation ostentatoire ».

À travers ces aménagements, ces nouveaux usages, il s'agit bien d'ostentation et d'appropriation de l'espace public. De conflits de territoire. La gentrification est définie comme le processus d'embourgeoisement progressif d'un quartier, d'une ville. Les ouvriers qui vivent dans un espace populaire sont remplacés par les professions artistiques et les classes intermédiaires disposant de capitaux culturels, elles-mêmes évincées par les cadres. Si la gentrification constitue donc effectivement une toile de fond du paysage urbain nantais, la transformation d'un tribunal et d'une prison en lieux récréatifs relève d'une autre dynamique. Ce nouvel archipel du luxe s'inscrit déjà dans un fief historique de la bourgeoisie nantaise, dont les pauvres ont été exclus depuis la destruction d'anciens quartiers insalubres du centre-ville dans l'après-guerre. On peut éventuellement qualifier ce type de projet métropolitain de «gentrification généralisée»¹⁶ définie par le géographe Neil Smith comme une «stratégie urbaine concrète», qui s'articule autour d'acteurs publics et privés. Dans son analyse de la gentrification à New York, Smith observe une décelération de la gentrification en période de crise financière, en particulier après le krach de 1987. À contrario, au début du XXIe siècle, la multiplication d'établissements luxueux est mise en œuvre en même temps que les discours sur la crise économique et les logiques austéritaires. Ce type d'opération consacre l'avènement d'espaces réservés aux riches sous l'impulsion d'acteurs publics, figures de proue du changement métropolitain dans les centres-villes. Elles relèvent d'une opération promotionnelle destinée à mettre en scène la métropole sur un théâtre bien plus vaste. «A la façon dont la télévision populaire fait croire aux masses que les vies des personnes riches et célèbres

¹⁶ Catherine BIDOU-ZACHARIASEN, *Retours en ville: des processus de «gentrification» urbaine aux politiques de «revitalisation» des centres*, Paris, Des cartes, 2003.

représentent la norme sociale à laquelle tout le monde peut aspirer, la gentrification produit maintenant un paysage urbain qui véhicule les mêmes aspirations»¹⁷, explique Smith. S'il y a effectivement gentrification, elle est également culturelle. S'il y a colonisation d'espaces par les riches, c'est aussi celle des imaginaires avec l'avènement des valeurs néo-libérales inscrites dans la pierre.

NEUTRALISATION DES CONFLITS, APPROPRIATION DES ILLÉGALISMES

Le processus de métropolisation évacue les antagonismes. Avec la transformation d'un ancien espace de conflit syndical, ou d'infrastructures punitives en lieux élitaires, la ville doit être toute entière dévolue à la marchandise et à la consommation. C'est une guerre sociale de basse intensité inscrite dans le béton armé et les patrouilles de police. Mais pas uniquement, car la métropole déploie une véritable «ingénierie du consensus», qui passe par la culture et les dispositifs participatifs chargés de légitimer les projets urbains.

Cette espèce particulière d'ingénierie est mise en place par les équipes gouvernantes des grandes métropoles afin de susciter l'adhésion des habitants quant aux projets d'aménagement par le désamorçage des conflits de territoire¹⁸. La chercheuse Marlène Thomassian explique que «l'irruption de la société civile dans les projets urbains est susceptible de faire émerger un risque d'inacceptabilité sociale¹⁹» et suggère des manières dont les pouvoirs publics peuvent fabriquer le consentement. Il s'agit

¹⁷ Cité dans *Ibid.*

¹⁸ Nicolas MARCHETTI, *Les conflits de localisation*, CIRANO, 2005.

¹⁹ Marlène THOMASSIAN, «Pratiques de la négociation dans les projets urbains ou la « fabrique » de décisions concertées en vue de réduire le risque d'inacceptabilité sociale », *Negociations*, 11 mai 2009, n° 11, pp. 185-198.

avant tout d'associer et de concerter les citoyens pour éviter le conflit ouvert. Elle écrit : « le risque d'inacceptabilité sociale paraît être fortement corrélé à la manière dont la société civile va être concertée [...]. Une concertation dialogique, témoignant d'une négociation médiée, a fortement contribué à garantir la faisabilité sociale du projet²⁰. »

Ces dispositifs stratégiques de désamorçage du conflit sont utilisés à Nantes en associant d'une part les riverains des travaux aux projets, par exemple en proposant aux enfants des écoles de dessiner la décoration des panneaux de chantiers — comme cela a été le cas autour de l'ancienne Bourse du Travail —, voire en invitant en petit comité certains habitants privilégiés sur un chantier normalement interdit au public. D'autre part, en amont, par une stratégie de reconnaissance symbolique des opposants à travers l'intégration des voix discordantes au sein des institutions. Les sociologues Toussaint et Zimmermann qualifient ces mécanismes de dispositifs de « ménagement »²¹ pour prévenir les mobilisations. Amélie Nicolas, à propos des conflits patrimoniaux sur les chantiers de l'île de Nantes, décrit comment la SAMOA [Société d'Aménagement de la Métropole Ouest Atlantique] parvient à désamorcer l'opposition d'anciens syndicalistes de la Navale qui protestaient contre les projets d'aménagements des anciens chantiers. Ainsi, par « l'attribution d'un interlocuteur dédié » et « à partir d'animations et d'actions en direction des patrimoines industriels et portuaires de la ville, et surtout en s'appuyant sur la présence d'autres associations du patrimoine » la municipalité a « pacifié et dédramatisé » la métamorphose de sur l'île de Nantes²². Dans sa description du « désamorçage

²⁰ *Ibid.*

²¹ Jean-Yves TOUSSAINT et Monique ZIMMERMANN, *Projet urbain: ménager les gens, aménager la ville*, Liège, Mardaga, 1998.

²² Amélie NICOLAS et Thomas ZANETTI, « Patrimoine et projet urbain : produire

du conflit», la chercheuse distingue ainsi trois phases : «conflictuelle puis consensuelle puis technicisée».

Ces stratégies de neutralisation ne sont pas infaillibles. Un militant d'une association de défense du patrimoine, intégré pendant des années à un conseil de la Métropole, décrypte en ces termes les stratégies de «co-construction» :

On a pris ça au sérieux au début, on y a cru parce qu'ils ont créé un conseil scientifique du patrimoine nantais, comme toujours les trois ou quatre plus vindicatifs, on nous a nommés membres du conseil scientifique. [...] C'est bien joli tout ça, mais si c'est pour qu'on serve de caution [...] la plaisanterie a assez duré.

La prévention des conflits est également garantie par un maillage associatif très important, des «corps intermédiaires» qui constituent un mode de médiation efficace pour canaliser les oppositions. Nantes compte autour de 6000 associations «dont 1200 soutenues financièrement par la collectivité», regroupant 70 000 bénévoles — soit un Nantais sur quatre — et plusieurs milliers de salariés qui constituent une clientèle fidèle à la majorité municipale.

La culture est un outil de fabrication de la Métropole. Le recours à l'art pour «valoriser» des espaces désaffectés avant leur réhabilitation est une pratique courante. La mise en place d'événements culturels ou festifs constitue un prélude aux aménagements. En 2014, un immeuble vide proche de l'ancienne Bourse du Travail est investi par des artistes subventionnés, pour en faire l'événement culturel névralgique du parcours artistique *Le Voyage à Nantes*. L'installation est baptisée «villa ocupada», un vocable volontairement offensif, en référence au

et valoriser la localité à Saint-Étienne, Nantes et Clermont-Ferrand », *Espaces et sociétés*, 22 avril 2013, n° 152-153, no 1, pp. 181-195.

mouvement d'ouverture de squats en Espagne, alors que Nantes est marquée par les affrontements et les occupations autour du projet d'aéroport. Les peintres y représentent un imaginaire revendicatif avec des mots d'ordre libertaires, des slogans du mouvement zapatiste et des références à la ZAD de Notre-Dame-des-Landes. L'événement est cofinancé par des fonds privés, comme les multinationales Vinci, Total, ou EDF. L'année suivante, le bâtiment — situé sur la zone dévolue au grand projet Désiré Colombe — est le premier à tomber sous les coups des tractopelles.

Au début de l'été 2017, la Carrière de Misery, dernière grande friche nantaise dans le quartier du bas Chantenay en bord de Loire, est nettoyée et aménagée pour accueillir des milliers de visiteurs. Une grande fête et des concerts ont lieu en guise de coup d'envoi du Voyage à Nantes. C'est aussi l'occasion pour les aménageurs de la métropole d'annoncer que la friche sera transformée en «jardin extraordinaire» avec un projet «d'arbre aux hérons», nouvelles installations dont le budget atteint plusieurs dizaines de millions d'euros. Ces attractions culturelles doivent précéder un grand projet d'aménagement sur 150 hectares de tout cet ancien quartier demeuré populaire, avec des bureaux, «commerces, logements, ainsi que le soutien et le développement des activités industrielles et économiques.» Sur les hauteurs du même quartier, près de la Butte Sainte-Anne, la métropole achète en 2013 un jardin de trois hectares à une congrégation de sœurs franciscaines. La mairie y installe des aires de jeux et valorise l'ouverture de ce nouveau parc en lien avec le label Nantes Capitale Verte. Dans le cadre du Voyage à Nantes, un binôme d'artistes y installe une œuvre écologiste dénonçant l'extraction du gaz de schiste. Deux ans plus tard, une grue surplombe le parc, dont la bordure supporte une vaste pan-

carte du promoteur immobilier. Elle annonce la construction d'un ensemble résidentiel dans l'ancien couvent au cœur du parc. Vingt logements et deux maisons haut de gamme sont programmées dans un quartier où les prix de l'immobilier explosent.

Ainsi, en plusieurs points de la ville, sur différents projets immobiliers, des initiatives culturelles organisées par les pouvoirs publics constituent le chant du cygne d'espaces en mutation. La culture sert d'outil à un «urbanisme transitoire». Dans un premier temps, des lieux désaffectés ou en voie de réhabilitation sont valorisés, avec l'argent public à travers la politique culturelle de la ville, par des services municipaux qui y organisent des événements artistiques ou festifs. Dans un second temps, ces lieux désormais valorisés sont ouverts aux aménageurs privés pour y construire des programmes résidentiels, souvent conséquents. Il s'agit aussi, pour reprendre les termes de Marlène Tho-massian, de construire «l'acceptabilité sociale» de projets immobiliers qui seront habités par les classes supérieures en ouvrant préalablement ces espaces à la plèbe dans le cadre d'événements gratuits, forme renouvelée d'évergétisme municipal.

Les décideurs déploient donc une série de dispositifs visant à faciliter les aménagements et à prévenir les conflits. À l'ère de la communication politique, il s'agit de méthodes rhéostatiques, modulables, qui privilégient généralement le dialogue et l'intégration de la contestation dans les circuits institutionnels — parfois à l'aide de subventions — avec l'objectif primordial d'éviter l'émergence de conflits ouverts dans le champ médiatique, ou pire, dans la rue. L'image de la métropole être à la fois apaisée et disruptive pour attirer les investisseurs.

UNIFORMISATION MÉTROPOLITAINE ET CONCURRENCE TERRITORIALE

«Nous avons prouvé que l'art peut être une ressource, comme du pétrole. Le Voyage à Nantes est une mise en scène de la ville»

Jean Blaise, directeur artistique, 2015

À l'été 2018, des centaines d'exilés survivent dans un campement de fortune dans un square au cœur de la ville de Nantes, après avoir été expulsés de bâtiments vides. Ils seront à nouveau délogés quelques semaines plus tard de leurs tentes par un dispositif policier considérable. Au même moment, des émeutes sans précédent embrasent les quartiers populaires de la ville, après qu'un CRS ait abattu un jeune d'une balle de Sig Sauer dans le cou. La nouvelle édition du «parcours artistique» et touristique Le Voyage à Nantes commence. Elle s'intitule : Eloge du pas de côté. Un graffeur subventionné par la métropole pour décorer une zone vouée à accueillir un grand projet immobilier déclare être un «poil à gratter».

Cette série d'événements simultanés illustre la dissonance cognitive de la gouvernance métropolitaine socialiste. La réappropriation de l'imaginaire subversif par les institutions s'accompagne d'une politique d'aménagements haut de gamme, ostentatoires, et d'une gestion policière de l'espace public, sur fond de discours sur «la mixité sociale» et la «démocratie participative». Les communicants sont au pouvoir. Mais le vernis se craquelle. L'ordre social maintenu par les dispositifs participatifs et les corps intermédiaires associatifs et institutionnels se fissure. La gouvernance socialiste en place depuis trente ans parvient de plus en plus difficilement à absorber les colères qui ne peuvent que s'amplifier sur fond de crise politique et sociale générale.

Depuis 1989, et l'arrivée de Jean-Marc Ayrault à la mairie de Nantes, les équipes dirigeantes ont peu à peu comblé les interstices de cette ancienne ville ouvrière. Dans un cadre de mise en concurrence internationale entre les territoires, chaque mètre carré de l'espace urbain doit être contrôlé et valorisé. L'implantation d'un hôtel de luxe, de résidences onéreuses ou d'un projet d'aéroport international sont pensés comme des « vitrines de la métropole » sensées démontrer son dynamisme. Les décideurs ont transformé la ville de Nantes en marque, en collectionnant les labels — « Green Capital », smart city ou encore « ville french tech » — et les bons classements pour attirer les investisseurs. Cette stratégie s'est illustrée par des politiques culturelles ambitieuses, figures de proue de grands aménagements urbains, aujourd'hui complétées par des investissements lourds en faveur du secteur numérique et des start-up, nouvel horizon du pouvoir.

Ces deux axes – culture et numérique – loin d'être spécifiques à la ville de Nantes, sont au contraire invoqués de façon systématique par les élus des locaux des villes occidentales pour promouvoir leurs territoires dans le cadre de la compétition entre métropoles. Les stratégies de développement et de marketing territorial répondent aux mêmes impératifs, aux mêmes codes, aux mêmes normes, comme si les métropoles étaient interchangeables. À présent, ce sont des équipes de techniciens et de communicants qui façonnent les villes sur les mêmes modèles, avec le même répertoire d'action, le même cahier des charges. « Un entrepreneur est plus capable de changer le monde qu'un politique », déclarait en octobre 2017 le chef d'entreprise Xavier Niel, synthétisant en une formule la nouvelle donne de notre époque, marquée par un transfert du pouvoir vers le secteur privé, de la politique vers l'économie. La nouvelle identité métropolitaine doit séduire les classes dominantes, et s'adapter

toute entière aux logiques marchandes, tout en effaçant — ou en muséifiant — les singularités historiques et sociales locales.

« Le projet culturel que nous allons conduire pour le pays, la ville de Nantes en est un formidable exemple ! » déclarait le candidat Emmanuel Macron, le 19 avril 2017 en pleine campagne présidentielle. Quelques mois plus tard, le nouveau président était l'auteur de la contre-révolution néo-libérale et sécuritaire la plus violente de l'histoire du pays. Ainsi, Nantes doit servir de modèle aux métropoles du futur. Mais dans ce désert urbain que cherchent à concocter les décideurs, il est encore permis d'espérer. La victoire de la lutte contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, les liens qui se tissent à travers les luttes sociales, les occupations solidaires qui se multiplient, le scepticisme de plus en plus général à l'égard des aménagements municipaux montrent que tout n'est pas encore sous contrôle. Nantes reste un espace de possibles, où il peut encore « arriver quelque chose.»